

Discussions et polémiques

Juliusz Bardach

LES LIENS HISTORIQUES ENTRE LA POLOGNE ET LA LITHUANIE

Jonas Žmuidzinās, *Commonwealth polono-lithuanien ou l'Union de Lublin (1569)*, Paris, La Haye - New York 1978, Mouton, 268 pages, 4 non numérotées, carte.

La maison d'édition bien connue « Mouton » a publié l'ouvrage d'un historien du droit lithuanien, Jonas Žmuidzinās intitulé *Commonwealth polono-lithuanien ou l'Union de Lublin (1569)*. Comme il résulte de l'introduction, c'est une thèse de doctorat élargie que l'auteur a défendue à Paris en 1969. Les noms des historiens lithuaniens en émigration que l'auteur mentionne dans l'introduction et auxquels il exprime sa reconnaissance pour le concours qu'ils lui ont apporté dans la rédaction de son livre, nous inciteraient à croire que cet ouvrage reflète les opinions régnant dans ce milieu au sujet des liens entre la Pologne et la Lithuanie au cours de la longue période comprise entre l'acte signé à Krewo (1385) et les partages de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle. Dans de nombreux passages, l'auteur évoque un passé encore plus reculé dans le temps, ou — au contraire — touche aux événements bien récents. Ainsi, nous présente-t-il, en fin de compte, un aperçu des vues sur l'ensemble des relations entre la Pologne et la Lithuanie au cours d'une histoire de plusieurs fois séculaire.

Sur la couverture du livre, lequel est destiné aux lecteurs de l'Europe occidentale, on trouve la caractéristique suivante : « Le *Commonwealth* est l'ouvrage le plus important, complet et original qui ait paru au cours des derniers 400 ans sur l'union polono-lithuanienne

[...]. Par une analyse juridique approfondie du traité lublinois et des lois fondamentales, par la présentation du rôle respectif des organes communs et indépendants, et par l'établissement scientifique sans précédent de la forme de l'union, Żmuidzinas détruit la doctrine quatre fois centenaire admettant que le pacte signé à Lublin entraîna la fusion de la Lithuanie et de la Pologne en un seul Etat unitaire polonais et il dévoile les causes particulières de la chute du Commonwealth ». Une telle présentation de l'ouvrage (à laquelle l'auteur a sans doute participé) est bien éloquente. Elle incite à une étude attentive du texte et à la vérification des déclarations sur l'évidence des faits, insérées dans le texte.

C'est pourquoi, dans notre raisonnement, nous chercherons à répondre aux questions suivantes posées au livre de Żmuidzinas :

1° Quelle est l'idée maîtresse de son ouvrage ?

2° Quelles sont ses sources et la littérature dans lesquelles il a puisé ?

3° Quelles conceptions originales présente l'auteur, quelles sont ses conclusions et quel est le rapport entre celles-ci et les affirmations actuelles de la science ?

Ad 1. L'idée maîtresse du livre de Żmuidzinas est la présentation du rôle de la Lithuanie dans l'histoire de l'Europe, et, particulièrement, de l'Europe centrale et orientale. Considérant que dans les ouvrages des différents auteurs, non-Lithuaniens, ce rôle aurait pu être diminué ou même relégué au second plan et que le passé de la Lithuanie est toujours peu connu dans les pays occidentaux, on peut reconnaître cette tendance de l'auteur comme compréhensible et justifiée. Cependant, en réalisant cet objectif, l'auteur n'a pu éviter quelques dangers qui ont eu des répercussions défavorables sur l'ensemble du texte en question.

L'obstacle principal auquel l'auteur s'est heurté, non seulement au point de vue structural, a été son désir de présenter au lecteur sur la trame du sujet défini dans le titre, une somme des connaissances concernant le passé et le présent du peuple lithuanien, à partir de l'origine des peuplades baltes jusqu'aux réalités politiques contemporaines. Cela a donné lieu à une confusion qui, surtout dans la première partie, lui enlève son caractère scientifique.

De même, la valeur du livre n'a point été rehaussée par la tendance de l'auteur à idéaliser le passé de la Lithuanie, ce qui mène quelquefois à des effets contraires au but proposé. Un des aspects de cette tendance se manifeste dans le mutisme de l'auteur sur les liens culturels et politiques unissant la Lithuanie à la Pologne. Il s'en suit que les insurrections, à commencer par celle de 1794, sont présentées comme des mouvements purement lithuaniens. En narrant les faits de l'an 1794, l'auteur a souligné le rôle de Jakub Jasiński, promoteur du soulèvement local à Wilno, tout en omettant la personne de Tadeusz

Kościuszko, commandant en chef de l'insurrection nationale qui, en tant qu'originaire du Grand-Duché était, aux yeux de ses contemporains, un Lithuanien indiscutable. Est-ce pour cela, que Kościuszko devint par la suite un héros national polonais ? D'autre part, en exposant l'attitude des Lithuaniens au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'auteur a non seulement omis de signaler l'existence de formations lithuaniennes au service de l'Allemagne nazie, mais il a formé la thèse suivant laquelle « La Lithuanie seule, à l'exception de la Pologne, ne fournit aucune légion SS ».

Remontant plus loin dans le passé, Žmuidzinās s'occupe avec prédilection de la conversion au christianisme, suivant le rite latin, du grand-duc lithuanien Mendog (1253), qui, comme on le sait, ne fut qu'un court épisode, suivi par le retour du prince au paganisme. Comme l'auteur omet cette dernière circonstance et passe sous silence le baptême de la Lithuanie à la fin du XIV^e siècle, résultant de l'acte signé à Krewo et consécutive du mariage de Ladislas Jagellon et d'Hedvige, le lecteur désorienté pourrait être persuadé que la Lithuanie entière, ou, en tout cas, le groupe au pouvoir, se trouvait depuis la seconde moitié du XIII^e siècle dans l'orbite religieuse de Rome et que la christianisation des Lithuaniens s'était réalisée depuis par étapes. C'est bien le sens de la conclusion suivante de l'auteur : « Commencée au milieu du XIII^e siècle, la conversion de la nation lithuanienne à la foi latine au XIV^e siècle fut aussi un événement civilisateur, car il permit à la Lithuanie de s'associer plus étroitement à l'Occident » (pp. 45 - 46). Une brève mention de la prépondérance des païens sur le territoire de la Lithuanie ethnique (p. 61) est aussitôt neutralisée par l'affirmation que, suivant l'exemple de Mendog, jusqu'à 600 nobles lithuaniens se sont fait baptiser et que ses successeurs, Witenis et Gedymin, avaient favorisé, ou même appuyé, l'expansion du catholicisme en Lithuanie. Aussi, les brèves mentions du baptême de Jagellon (pp. 64 et 104) devront-elles surprendre le lecteur peu rompu aux questions traitées.

Pour donner une explication du paganisme de Ladislas Jagellon, l'auteur se réfère à une thèse de J. Deveikė, selon laquelle « tout membre de la dynastie lithuanienne converti au christianisme perdait automatiquement son droit de succession au trône de Vilnius » (pp. 65 - 66). D'après Deveikė, le défenseur du paganisme, conçu comme une idéologie de l'indépendance nationale, est bien le demi-frère de Jagellon — Witold. En même temps, Žmuidzinās se contredit lui-même en omettant le fait bien connu que, pendant son conflit avec Jagellon au début des années 90 du XIV^e siècle, Witold était déjà baptisé trois fois ; d'abord suivant le rite catholique, puis orthodoxe et encore une seconde fois suivant les règles de l'Eglise d'Occident. Ces controverses résultent des deux tendances contradictoires adoptées en même temps par l'auteur : la première le pousse à présenter la Lithuanie comme

un pays dont les liens avec l'Occident étaient très anciens, et la seconde l'incite à défendre, *ex post*, l'indépendance de ce pays menacé d'être incorporé à la Pologne par le mariage de Jagellon.

La tendance à diminuer le rôle de Jagellon et, par conséquent, de la Pologne, dans la conversion de la Lithuanie au christianisme conduit l'auteur à formuler l'opinion que dans l'histoire des relations entre la Lithuanie et le Saint-Siège il y avait trois dates essentielles : 1251 — l'autorisation donnée par Innocent IV à l'évêque de Chełmno pour le couronnement de Mendog ; 1922 — la reconnaissance de *iure* de la République de Lithuanie et 1970 — la création de la *Capella Lithuana* dans les caves de la Basilique de St Pierre à Rome (voir note 104). Comme nous voyons, le baptême du peuple lithuanien a échappé à l'auteur.

Le désir de magnifier autant que possible le rôle joué par l'Etat lithuanien mène l'auteur à la conclusion que le titre *rex*, attribué parfois dans les sources narratives de l'époque aux grands-ducs lithuaniens prouve qu'ils usaient du titre de roi. Dans la suite de son raisonnement assez tortilleux, il tente d'expliquer pourquoi les souverains lithuaniens acceptaient pourtant eux-mêmes le titre de grand-duc. En même temps, Zmuidzinis tente à démontrer que les membres du Conseil du grand-duc avaient déjà acquis du temps de Witold certaines compétences en matière législative et exécutive (p. 67). Sur cette hypothèse il fonde la présentation anachronique de la Lithuanie comme monarchie constitutionnelle, et cela déjà dès le début du XV^e siècle.

Ad 2. Les sources utilisées par l'auteur sont assez limitées. En effet, il a exploité en principe deux publications : *Akta unii Polski z Litwą* [Actes de l'union polono-lithuanienne], publiés en 1932 par S. Kutrzeba et W. Semkowicz et *Mémoires de la Diète de Lublin de 1569*, préparés par Kojalowicz (1896). D'autres sources sont citées par l'auteur d'après la littérature, qu'il a bien exploitée, malgré quelques lacunes graves. Ainsi, il a omis les ouvrages de Stefan Ehrenkreutz et dans ceux de Henryk Łowmiański il n'a pas tenu compte d'une étude intitulée *Uwagi w sprawie podłoża społecznego i gospodarczego unii jagiellońskiej* [Remarques au sujet de la base sociale et économique de l'union Jagellone], dans : *Księga pamiątkowa I Statutu* (Wilno 1935). Parmi les ouvrages plus anciens, on note le manque de la monographie fondamentale de I. Malinowski sur le Conseil du grand-duc et d'un recueil des sources concernant celui-ci ; pour ce qui est de la littérature contemporaine, l'auteur a omis la monographie de Stanisław Łzutka sur le I^{er} Statut lithuanien (Wilno 1973).

On trouve d'assez nombreuses erreurs dans les ouvrages cités dans la bibliographie. Ainsi les *Actes de l'union* figurent une fois sous le n^o 7 (dans la rubrique *Actes*) et une autre — sous le n^o 186 comme l'ouvrage de Stanisław Kutrzeba. Władysław Wielhorski est mentionné comme l'auteur d'une publication mystérieuse : *Ostatnie Wiadomości*

[*Dernières informations*], 134, Londyn 1953. En toute évidence, le titre a été égaré et il ne reste que le nom du journal qui, d'ailleurs, n'est pas exact, puisqu'il s'agit certainement du journal « *Wiadomości* » rédigé à l'époque à Londres par M. Grydzewski. Par contre, sont omis les ouvrages de Wielhorski : *Polska a Litwa. Stosunki wzajemne w biegu dziejów* [La Pologne et la Lithuanie. Relations mutuelles au cours de l'histoire] (Londyn 1947) et *Okres unii personalnej 1386 - 1569* [La période de l'union personnelle 1386 - 1569], dans : *Dzieje ziem Wielkiego Księstwa Litewskiego* [Histoire des terres du Grand-Duché de Lithuanie] (*Alma Mater Vilnensis*, vol. III, Londyn 1953). Il convient de mentionner que Zmuidzinis connaît assez superficiellement les sources essentielles pour sa recherche. Par exemple, il prend pour la première édition la réimpression de *Volumina Legum* effectuée par Józefat Ohryzko, ce qui prouve qu'il ne connaît point l'édition des frères piaristes (*Ordo clericorum regularium pauperum Matris Dei scholarum Piarum*). Ajoutons que dans l'index des noms propres la personne de Ohryzko est omise¹.

Ad 3. Comme nous l'avons déjà remarqué, Zmuidzinis réduit avec persévérance l'influence exercée par la civilisation et le régime politique polonais sur le Grand-Duché. En le faisant, il finit par défigurer l'histoire de l'Union. Ainsi, parlant du privilège de Horodło (1413), il voudrait faire croire que les Lithuaniens ont rejeté la proposition d'une quarantaine de représentants des lignages polonais concernant l'admission à leurs armes des princes et des boyards lithuaniens.

En évoquant le privilège de Zygmunt Korybutowicz de 1434 interdisant de punir les princes et les boyards sans qu'un jugement ne soit rendu, il le définit comme un *habeas corpus act* (pp. 53 - 54) et ne dit pas un mot au sujet du privilège polonais de 1433 qui l'avait précédé et qui introduisait le principe : *neminem captivabimus nisi iure victum* applicable à la noblesse. De même, en citant la clause du II Statut lithuanien (1566) stipulant l'interdiction d'aliénation par le souverain des parties du territoire du Grand-Duché, il souligne qu'une clause similaire avait été introduite à la même époque en France par l'ordonnance de Moulins de 1566, mais ne rapporte guère que les privilèges polonais antérieurs contenaient déjà des clauses similaires, à commencer par celui de Koszyce, datant de 1374.

Passant directement aux aspects juridiques et constitutionnels des

¹ L'ouvrage contient de nombreuses fautes d'impression qui, quelquefois, dénaturent le texte. Ainsi, à la page 136 où il est question de la Podlachie, nous apprenons qu'une partie de cette province était donnée en gage à Moscou (?). Certainement, il s'agissait là de la Mazovie (et non de la Moscovie). A la page 215, on voit apparaître Sigismond-Auguste le Vieux (!). A la même place, l'auteur soutient que la période qui s'était écoulée entre le I^{er} Statut et le II^e Statut était de dix-sept ans (au lieu de trente sept). On peut multiplier ces exemples.

relations polono-lithuaniennes, Żmuidzinas les inaugure avec l'acte de Krewo en 1385, lequel, en annonçant le mariage d'Hedvige d'Anjou avec Ladislas Jagellon, contenait la promesse de celui-ci d'unir (*applicare*) ses domaines au Royaume de Pologne. Ne donnant qu'un aperçu superficiel de l'état créé par cet acte, Żmuidzinas énonce l'opinion que l'acte de Krewo, créant le principe d'une ingérence étrangère dans les affaires de la Lithuanie, devait saper l'autorité dont jouissait le grand-duc dans la société lithuanienne (p. 66)². C'est pourquoi — toujours suivant lui — la société a réclamé et a obtenu le privilège de 1387. Les mêmes considérations devaient contribuer à renforcer l'influence du Conseil du grand-duc. Par contre, l'auteur omet le fait que le facteur réel du renforcement du rôle du Conseil, lequel, sous Witold, monarque autoritaire, n'avait pas de conditions de développement favorables, était l'absence fréquente et prolongée du monarque en Lithuanie surtout durant le long règne de Casimir Jagellon.

L'union de Wilno de 1401 qui est devenue la base d'une coopération fructueuse entre Jagellon et Witold sur le parcours de trente ans, est décrite par l'auteur seulement comme un *modus vivendi* (p. 107). En polémiquant ensuite avec des historiens polonais, qui — suivant lui — ont toujours considéré l'union de 1413 comme une union personnelle, l'auteur ne voit dans cet acte qu'une alliance (p. 109), ce qui est contradictoire tant avec le texte de cette union qu'avec la pratique ultérieure basée sur cet acte. Seul l'acte signé à Mielnik en 1501 fut reconnu par Żmuidzinas comme stipulant l'union.

La Diète, réunie à Lublin en 1569, au cours de laquelle fut finalement proclamée l'Union, est qualifiée par Żmuidzinas de « confédération polono-lithuanienne » (titre de la II^e partie du livre). On pourrait en principe accepter cette conception, car la Diète de la Couronne Polonaise y était présente comme l'une des parties. L'auteur donne une description assez détaillée des délibérations à Lublin, mais évoquant à ce propos la déclaration de Sigismond-Auguste du 13 mars 1564 (p. 127) il omet de signaler que le roi s'est désisté de ses droits dynastiques en Grand-Duché au profit de la Couronne Polonaise, ce qui affaiblissait les défenseurs du principe d'égalité de la Lithuanie dans l'union projetée. En effet, tout en défendant leur identité nationale et politique, les Lithuaniens dans les années soixante du XVI^e siècle n'étaient point opposés à un resserrement des liens avec la Pologne ; ils voulaient seulement le réaliser sur le pied d'égalité, tandis que leurs partenaires polonais manifestaient de fortes tendances à l'incorporation des terres lithuaniennes à la Pologne. La lutte pour le fédéralisme fondé sur le principe d'égalité atteint à la suite de négociations

² L'historien lithuanien en émigration, J. Jakštas, va bien plus loin en soutenant la thèse extrémiste que l'acte de Krewo n'était qu'un « trucage » fabriqué par la partie polonaise. Toutefois, Żmuidzinas considère cette opinion avec une certaine réserve, bien qu'il ne la critique pas (p. 126).

longues et orageuses, n'était point l'équivalent du séparatisme, comme le présentent souvent les historiographes lithuaniens d'entre-deux-guerres et, suivant leur exemple Żmuidzinas (p. ex. p. 131).

Dans la troisième partie du livre, consacrée au fonctionnement de l'Union de Lublin, l'auteur pose la question si, compte tenu de la pression exercée sur la partie lithuanienne lors de la conclusion de l'Union de 1569 et, tout particulièrement, de l'incorporation à la Couronne de la Podlachie, de la Volhynie et de la province de Kiev et vu la pression militaire (l'auteur développe la thèse de la menace d'une intervention polonaise armée en Lithuanie au cas où celle-ci s'opposerait à l'union), on peut parler d'un accord, qui prévoit en toute évidence le consentement des deux parties (p. 156). Et bien qu'il ne formule pas directement la conclusion de l'invalidité de l'acte de l'Union sous prétexte qu'elle était signée sous contrainte, il voudrait que le lecteur y parvienne lui-même par un système de raisonnement confus. L'auteur paraît oublier que cela est contradictoire avec la thèse qu'il présente comme conclusion à la fin de son livre, et, d'après laquelle l'acte de l'Union de Lublin aurait sauvegardé l'indépendance du Grand-Duché, notamment, parce que les Lithuaniens rédigeant l'acte de l'Union (art. 11, 2^o partie) auraient réussi à conserver leur autonomie même dans les relations internationales. Cette flagrante contradiction résulte, comme nous l'avons déjà signalé, de l'existence, à la base du raisonnement de Żmuidzinas, de deux tendances qui s'excluent. En plus, ce raisonnement est affaibli davantage par une connaissance imparfaite du régime politique de la République polono-lithuanienne, ce qui explique les gaffes assez fréquentes de l'auteur³.

En décrivant les institutions communes, soit le monarque et la Diète, l'auteur se limite à des faits connus dans la littérature traditionnelle du sujet. Par suite, il n'a pas cru nécessaire de s'arrêter sur l'existence et le fonctionnement des assemblées générales de Wilno qui, bien qu'interdites par l'acte de 1569, étaient une forme de représentation distincte des états du Grand-Duché⁴. Ces assemblées, appelées

³ L'auteur ne fait aucune distinction entre l'unanimité et le *liberum veto* (p. 184) et entre le grand maréchal de Lithuanie et le maréchal de la Diète (p. 198). Il attribue faussement au premier, dans le cadre de sa juridiction, le droit de condamner à mort même des sénateurs (p. 198). Les livres de la chancellerie lithuanienne datent, d'après l'auteur, de 1386 (p. 199). En réalité, les documents les plus anciens remontent à 1441. Ce ne sont que quelques exemples des gaffes qui sont trop fréquentes.

⁴ Sur l'organisation et le fonctionnement des convocations de Wilno, cf. H. Wisner, *Konwokacja wileńska. Z dziejów parlamentaryzmu litewskiego w czasach Zygmunta III* [Assemblée de Wilno. Histoire du parlementarisme lithuanien sous le règne du Sigismond III], « *Czasopismo Prawno-Historyczne* », vol. XX, 1968, n^o 2, pp. 76-80 et J. Bardach, *Formes des assemblées représentatives du Grand Duché de Lithuanie après l'Union de Lublin (1569)*, in : *Etudes présentées à la Commission Internationale pour l'Histoire des Assemblées d'Etats*, vol. LII, Warszawa 1975, pp. 159-184.

« convocations de Wilno » et témoignant du particularisme des Lithuaniens ont échappé à l'auteur. Par ailleurs, il préconisa la thèse non justifiée que c'était l'antagonisme polono-lithuanien qui paralysait le fonctionnement de la Diète commune et que le *liberum veto* avait servi, entre autres, à défendre les intérêts du Grand-Duché contre les tentatives des députés de la Couronne visant à créer un Etat unitaire (pp. 192 - 196).

Dans la suite, présentant le rôle du système du droit lithuanien en tant que facteur protégeant l'identité politique du Grand-Duché l'auteur, se basant sur l'analyse du texte du III Statut de 1588, estime qu'aussi après l'Union de Lublin, la Lithuanie a gardé sa souveraineté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il omet ici la clause ratifiant le Statut suivant laquelle les dispositions de ce dernier n'enfreignent en rien l'acte de l'Union.

Selon Żmuidzinas, l'Union de Lublin était un acte *sui generis*. Sans être une union réelle, elle ne créait pas de fédération. La République polono-lithuanienne présentait le type d'union définie par les Anglo-Saxons *Commonwealth*. Ce n'est qu'à partir du 20 octobre 1791 lorsque les deux peuples se sont donnés des garanties mutuelles qui complétaient la Constitution du 3 Mai, que l'union polono-lithuanienne s'est transformée en une espèce de monarchie fédérative dualiste (p. 221), bien que la teneur de ces garanties montre que celles-ci visaient à l'unification des deux parties de la République. Le raisonnement ci-dessus est de nouveau controversé par la conclusion finale de l'auteur, où il écrit que « l'Union de Lublin étant une des premières tentatives de fédéralisation en Europe, est toujours d'actualité » (p. 236).

Il est bien évident que l'auteur n'a pu finalement se décider à réfuter sa conclusion concernant le caractère fédératif de la République polono-lithuanienne, après 1569, bien que dans son ouvrage il ait polémisé plus d'une fois avec cette thèse. Et de nouveau, victime d'un désaccord interne, il ne donne pas une appréciation nettement négative de l'importance que cette alliance eut pour la Lithuanie, importance, qu'il nia plus d'une fois dans le texte. Reprochant au début à l'historiographie polonaise d'avoir considéré la « République des deux nations » née de l'Union de 1569 comme un Etat unitaire, dans la suite il accepte l'idée que les historiens polonais dans la grande majorité considéraient l'Union de Lublin comme une union réelle et traitaient l'association des deux Etats, qui en avait résulté, comme une fédération. A cette dernière dénomination, l'auteur préfère un terme plus général et moins précis qu'est *Commonwealth*. Je pense qu'une telle alternative peut être admise, à condition qu'on n'oppose pas le *Commonwealth* à la fédération. En effet, il convient de l'examiner comme une des formes possibles de réalisation des tendances fédéralistes.

Nous avons constaté ici plus d'une fois l'influence négative qu'exercent sur les résultats de la recherche d'un historien son manque de mo-

dération et son esprit chauvin dans l'appréciation des faits. Ce sont là des traits à éliminer de la science, si l'on veut étudier les rapports existant entre deux peuples unis dans le passé par des liens multiples. Il faut bien croire que le voeu que l'histoire détaillée de l'union entre la Pologne et la Lithuanie soit décrite *sine ira* pourra devenir une réalité dans les années à venir.

(Traduit par Aleksandra Sokolowska)